



17ème législature

Question N° : 1849	De M. Hendrik Davi (Écologiste et Social - Bouches-du-Rhône)	Question écrite
Ministère interrogé > Santé et accès aux soins		Ministère attributaire > Santé et accès aux soins
Rubrique >drogue	Tête d'analyse >Ouverture d'une Halte « Soins Addictions » à Marseille	Analyse > Ouverture d'une Halte « Soins Addictions » à Marseille.
Question publiée au JO le : 12/11/2024		

Texte de la question

M. Hendrik Davi interroge Mme la ministre de la santé et de l'accès aux soins sur l'ouverture d'une Halte « Soins Addictions » (HSA) à Marseille. Marseille fait régulièrement la « Une » des journaux pour ses trafics de stupéfiants, mais c'est aussi un lieu important de consommation de drogues dures. Selon les données de l'enquête ANRS-Coquelicot de 2011, la ville se caractérise par une surmortalité liée aux surdoses. Par ailleurs, la prévalence du VIH et du VHC parmi les consommateurs est l'une des plus fortes de France. En outre, la présence de seringues usagées dans de nombreux endroits en plein cœur de la ville pose un vrai problème de santé publique et génère un sentiment d'insécurité légitime au sein de la population. C'est pourquoi conscients de ces problèmes de santé publique et de sécurité, les acteurs de terrain et de la municipalité portent depuis plus de vingt ans le projet d'ouverture d'une salle de consommation à moindre risque. Ce type de dispositif est essentiel pour accompagner les usagers de drogue. L'objectif : éviter les transmissions, les infections, réduire les risques de maladie, leur permettre de parler de leur consommation avec des professionnels et envisager une sortie de l'addiction. Selon les conclusions du rapport de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) de 2021, 5 ans après la mise en place de deux HSA, à Paris et Strasbourg, les résultats sont bénéfiques tant en matière de santé publique que de coûts pour l'État ou d'impact sur la collectivité : « [les salles] diminuent les pratiques d'injection à risque, le nombre d'injections dans l'espace public, le risque d'overdoses, le risque d'aller aux urgences et la probabilité de commettre des délits », résume Marie Jauffret-Roustide, sociologue de l'Inserm qui a coordonné une partie de cette étude. La même étude de l'Inserm cite l'enquête EROPP de 2019 dont les résultats ont montré que 80 % des français sont favorables au principe des HSA et que 55 % d'entre eux se déclarent même prêts à ce qu'une salle ouvre dans leur quartier. 90 salles de ce type ont été ouvertes dans le monde. La Suisse et l'Allemagne en possèdent déjà respectivement plus d'une dizaine avec des résultats concluants. À Marseille, à plusieurs reprises, des ouvertures de salles ont été tentées. En 2023, un nouveau lieu avait été trouvé dans le 4e arrondissement, avant qu'un avis défavorable sur le choix de l'emplacement ne soit émis, interrompant ainsi le processus entamé depuis plusieurs années. Depuis, les acteurs de terrain continuent inlassablement de chercher de nouveaux lieux d'implantation. Vu l'ampleur de la consommation de drogues dures à Marseille et les problèmes de santé publique et de sécurité que cela génère, il l'interroge donc sur les mesures qu'elle envisage pour réactiver le processus d'ouverture d'une Halte « Soins Addictions » à Marseille.